

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 5 décembre 1996

Présents:

Mme A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président.

Section française:

M. BERTOUILLE, vice-président;

Mme SOUGNE, membre effectif;

MM. CHERUY, LURQUIN et MOORAT, membres effectifs.

Section néerlandaise:

MM. MEEUS, BOES et VAN BUYTEN, membres effectifs.

Membre germanophone:

M. WEHR, membre effectif.

Secrétaires:

M. BUSINE, directeur d'administration;

M. VAN SANTEN, directeur d'administration - adjoint
bilingue.

28.165/I/PN

JJP/LD

Par lettre du 23 juillet 1996, monsieur K. PINXTEN, ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, a demandé l'avis de la C.P.C.L. au sujet d'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 août 1974 concernant la répartition hiérarchique des grades dont les agents du secrétariat du Conseil supérieur des Classes moyennes (C.S.C.M.) peuvent être titulaires et d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de cet organisme.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1er et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces projets en ses séances des 21 novembre et 5 décembre 1996 et a émis l'avis unanime suivant.

*

*

*

I. Le projet relatif aux degrés de la hiérarchie

Le projet modifie comme suit les divers grades constituant un même degré de la hiérarchie:

<u>Degré</u>	<u>Grades</u>
5	- traducteur, traducteur principal ou traducteur-chef (carrière plane) - secrétaire de direction, secrétaire principale de direction (carrière plane) - réviseur-comptable
6	- chef administratif, assistant administratif
7	- commis

L'arrêté royal du 9 août 1974 déterminait les grades des agents du secrétariat du C.S.C.M. constituant un même degré de la hiérarchie, de la façon suivante:

<u>Degré</u>	<u>Grades</u>
1	- secrétaire général, secrétaire général adjoint
2	- conseiller
3	- conseiller adjoint
4	- secrétaire d'administration
6	- traducteur, traducteur principal, traducteur-chef - sous-chef de bureau
7	- commis
9	- commis-sténodactylographe principal, commis-sténodactylographe-secrétaire
10	- commis-sténodactylographe

L'article 2 de ce projet dispose que pour l'application des L.L.C., la carrière plane et l'agent titulaire d'un des grades d'une telle carrière sont classés au grade le moins élevé que celle-ci comporte.

La répartition du personnel se fait en grande partie conformément au statut des agents de l'Etat (1ère phase) et à l'article 2 de l'arrêté royal n° I du 3 juin 1996.

Partant, la C.P.C.L. émet un avis favorable sur le projet d'arrêté royal.

Toutefois, elle attire l'attention sur le fait que dans son projet d'arrêté royal, le ministre n'a pas supprimé explicitement les degrés 9 et 10 de l'arrêté royal du 9 août 1974.

II. Les cadres linguistiques

- Le ministre propose de répartir les 14 emplois de la manière suivante (art. 1er):

Degrés de la hiérarchie	cadre N	cadre F
1	1	1
2	1	1
3 & 4	1	1
5	2	1
6	1	2
7	1	1

Total degrés 3-7: 5 N - 5 F, soit 50% N - 50% F.

Les deux emplois en extinction ont été répartis comme suit (article 1er):

Degré	N	F
3	1	1

a) Quant à la répartition des emplois de direction

La répartition des emplois de direction se fait conformément à l'article 43, L.L.C., et à la jurisprudence constante de la C.P.C.L. en la matière.

b) Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 7

- Le ministre propose une répartition 50/50, qu'il justifie par le fait que le C.S.C.M. est un organe fédéral qui travaille systématiquement dans les deux langues nationales pour l'ensemble de ses travaux, de ses réunions et de ses courriers.

Le ministre fournit des renseignements sur les tâches et les missions du C.S.C.M. et se réfère aux articles 15 et 22bis des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979 décrivant les missions du C.S.C.M.

L'article 15 de l'arrêté royal précité dispose ce qui suit:

"Le C.S.C.M. a pour mission d'étudier et de proposer toutes mesures utiles au développement professionnel, économique, social et moral de l'artisanat, du petit et moyen commerce et de la petite et moyenne industrie, ainsi que des professions libérales et des autres professions intellectuelles indépendantes.

Il adresse ses avis et propositions au ministre intéressé ainsi qu'au ministre des Classes moyennes, et dans les matières de leur ressort, aux conseils nationaux compétents en matière économique ou social, soit d'initiative, soit à leur demande.

Ces avis ou propositions sont présentés sous forme de rapport exprimant les différents points de vue exposés en son sein."

L'article 22bis concerne la commission COMFORM, une commission consultative constituée près le C.S.C.M. et ayant pour mission d'étudier la simplification des formalités administratives imposées aux indépendants et aux petites et moyennes entreprises et de formuler à leur sujet des avis destinés aux autorités compétentes.

De la simple référence au fait que le C.S.C.M. est un organe fédéral travaillant systématiquement dans les deux langues, il ne peut être déduit suffisamment qu'une répartition 50/50 est indiquée.

Toutefois, il ressort des renseignements fournis par le ministre concernant les tâches et les missions du service, notamment des articles 15 et 22bis de l'arrêté royal précité du 28 mai 1979, que les activités du C.S.C.M. sont purement d'étude et de conception, activités pour lesquelles la C.P.C.L. accepte une répartition 50/50.

- Dans l'arrêté relatif aux cadres linguistiques, les degrés 3 et 4 ont été regroupés. Dans le cadre organique aussi, les grades répartis à ces degrés sont regroupés (conseiller adjoint; secrétaire d'administration). Le ministre en donne la justification suivante: "Pour garantir la succession des grades et l'équilibre linguistique dans la perspective de la deuxième phase, les grades de conseiller adjoint et de secrétaire d'administration ont été considérés ensemble après consultation et avis de la Fonction publique."

Le regroupement des grades de conseiller adjoint et de secrétaire d'administration ne permet pas à la C.P.C.L. d'émettre un avis favorable sur ce projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques.

En effet, l'article 43, § 3, L.L.C., dispose:

"Le Roi détermine pour chaque service central le nombre des emplois à attribuer au cadre français et au cadre néerlandais, en tenant compte, à tous les degrés de la hiérarchie, de l'importance que représentent respectivement pour chaque service la région de langue française et la région de langue néerlandaise. Toutefois à partir du grade de directeur et au-dessus, les emplois sont répartis en nombre égal entre les deux cadres, à tous les degrés de la hiérarchie."

Suite au regroupement des emplois des degrés 3 et 4, il est impossible de fixer le nombre des emplois à chaque degré de la hiérarchie.

Par contre, le projet d'arrêté royal fixant les degrés de la hiérarchie, faisait mention d'un troisième ET un quatrième degrés.

Le présent avis est notifié au ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture et au ministre de la Fonction publique, qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa, L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qui y sera réservée.

Fait à Bruxelles, le 5 décembre 1996

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS